

28 septembre 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La désinformation autour de l'EVRAS : un phénomène à condamner fermement dans un contexte de montée des extrémismes

Si, aujourd'hui, **Soralia, Sofélia et Solidaris se réjouissent de l'adoption de l'Accord de Coopération EVRAS** (Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle) par les trois Parlements francophones de notre pays¹, nous ne pouvons que **déplorer le mouvement de contestation qui s'est déployé à son encontre depuis la rentrée scolaire**. À la Une des médias, et ce, même au-delà de nos frontières, de nombreuses campagnes de désinformation autour de l'EVRAS ont inondé les réseaux sociaux ainsi que nos boîtes aux lettres, allant jusqu'à déclencher des actes de dégradation envers certaines écoles. **Cette stratégie de décrédibilisation n'est pas anodine : elle s'inscrit dans un contexte de montée des extrémismes, qui cherchent à visibiliser leur idéologie en totale opposition aux valeurs que nous défendons au sein du réseau associatif de Solidaris.**

Des stratégies habiles qu'il ne faut pas prendre à la légère

Saviez-vous que, sur les réseaux sociaux, les « fake news » circulent 6 fois plus vite que les informations véridiques ?² Ainsi, **la vitesse de propagation de ces contenus entrave et compromet la mission des associations qui possèdent des informations justes et fiables au sujet de l'EVRAS**. Pourquoi ? Car s'attaquer à cette désinformation demande un travail de fond et de vulgarisation qui peine à s'inscrire dans une société de l'immédiateté. De plus, ces messages de sensibilisation sont, pour ces plateformes

¹ Parlement wallon, Parlement bruxellois et Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

² <https://www.penser-critique.be/les-fake-news-nont-rien-a-voir-avec-lintelligence-video>

commerciales, nettement **moins vendeurs et attrayants** que des titres chocs, répandus par les détractrices-teurs de l'EVRAS.

Au-delà de cette utilisation astucieuse des nouveaux moyens de communication, les propagatrices-teurs de fake news autour de l'EVRAS s'appuient sur des éléments de discours et un registre spécifiques. **En attisant la peur, en jouant sur l'émotionnel, en créant la polémique et une panique morale démesurée**, ces groupuscules génèrent des caisses de résonance aux idées les plus conservatrices de notre société.

En effet, dès qu'une loi progressiste est votée, les mouvements conservateurs s'affolent. En s'emparant de l'actualité, ces réactionnaires cherchent à occuper l'espace public et médiatique, à détourner le débat de vraies questions de fond et à gagner la guerre des récits, même si celles-cieux-ci ne représentent qu'une fraction minoritaire de la population. Qu'elles-ils soient partisan-e-s ou non, d'obédience religieuse ou non, tou-te-s se réfèrent à une vision ultra traditionnelle de la famille et se sentent menacé-e-s par ce qu'elles-ils appellent « la théorie du genre et l'idéologie transgenre ».

Malheureusement, dans un contexte de **méfiance accrue** envers les politiques, les médias traditionnels, l'État et les institutions qui en émanent, ces propagatrices-teurs de fake news attirent de plus en plus de publics, qui, en manquant de repères, se réfugient dans des lieux communs et la crainte de l'inconnu.

Une guerre des récits qui appelle à une lutte contre la désinformation

Il est évident qu'en tant que **mutualité et associations progressistes de gauche**, inscrites dans le secteur de l'éducation permanente, **nous dénonçons ces attaques infondées et hypocrites à l'encontre de l'EVRAS**. Cette prise de position ferme s'accompagne d'une lutte quotidienne contre la désinformation, que ce soit à travers la création d'outils pédagogiques, notre travail en plateforme ou la production de contenus de fond.

Nombre des informations relayées reposent sur de **fausses croyances**, qui ne sont étayées par aucun argument scientifique, et qui sont sorties de leur contexte. Le guide EVRAS porte bien son nom : il s'agit d'un outil d'accompagnement **à unique destination de professionnel-le-s** spécifiquement formé-e-s pour mener ces animations. Celui-ci a été coconstruit par des institutions et organismes expert-e-s ainsi que par 380 jeunes concerné-e-s. Les séances ne visent qu'à **répondre aux interrogations des élèves**, dans un monde où l'âge moyen d'accès à des images pornographiques se situerait entre 11 et 13 ans³ et où deux à quatre élèves par classe seraient victimes d'inceste⁴.

Rappelons par ailleurs que l'EVRAS est **l'une des missions de l'enseignement obligatoire depuis 2012**. Ces moments privilégiés de sensibilisation sont donc déjà mis en œuvre

³ <https://www.francesoir.fr/societe/selon-l-arcom-23-millions-de-mineurs-se-rendent-chaque-mois-sur-des-sites-pour-adultes>

⁴ <https://www.rtf.be/article/l-inceste-une-violence-frequence-et-genree-10670878/>

dans de nombreux établissements mais de manière disparate. Aujourd'hui, si le législateur a décidé d'ancrer ce processus dans la loi de manière démocratique, c'est pour lui donner les moyens humains et financiers d'exister **de manière égalitaire** partout en Fédération Wallonie-Bruxelles. Car c'est bien là le rôle de l'école : **lutter contre tous types d'inégalités et renforcer le vivre ensemble.**

Ne nous laissons donc pas berner ! Cette polémique n'est qu'une énième opportunité de récupération pour les mouvements extrémistes, dans un contexte pré-électoral déjà bien animé. L'EVRAS est en réalité un **levier essentiel** pour permettre aux jeunes de développer leur **esprit critique** et les amener à réaliser des **choix éclairés**. Face aux tentatives de division et de repli sur soi, offrons aujourd'hui aux jeunes générations un maximum de clés pour coconstruire une **société plus égalitaire, plus inclusive et plus solidaire !**

Contact presse : Florence Vierendeel, Chargée d'études et de communication politique Soralia - Tél : 02/515.17.67 • 0475/71.83.91 - florence.vierendeel@solidaris.be • www.soralia.be